

# Le processus de la guerre PERMANENTE

## Shmuel Trigano

Professeur des Universités, président de l'observatoire du Monde Juif, auteur, entre autres, de *L'ébranlement d'Israël, philosophie de l'histoire juive* (2002), *Les frontières d'Auschwitz les dérapages du devoir de mémoire* (2005), *Le judaïsme et l'esprit du monde* (Grasset, 2011).

**O**n ne peut aborder la question de Jérusalem aujourd'hui sans clarifier son contexte, à savoir ce que l'on appelle le « processus de paix ». C'est là un concept très paradoxal – c'est le moins qu'on puisse

dire – car si paix il y a elle doit être conclue et tout processus dans ce sens ne peut durer que quelques mois. La « paix » qui le caractérise comme sa finalité n'est pas moins étrange car ce processus a couvert, à Jérusalem seulement, 600 attentats, 210 morts, des milliers de blessés et, à l'échelle du pays, 2 révoltes (dites, de façon trompeuse, « intifada »), 2 guerres (Liban et Gaza) et sans doute une 3<sup>ème</sup> à venir, sans oublier une campagne planétaire de délégitimation et de bannissement d'Israël, sous l'instigation de l'Autorité Palestinienne-OLP, officiellement dénommée « partenaire de paix » dans le sabir du « processus ». Processus de paix ? Les Accords d'Oslo représentent un événement unique dans les annales de l'histoire des relations internationales où l'on a vu le vain-

queur d'une guerre d'agression contre lui (1967), conférer à une organisation terroriste, l'inventeur même du terrorisme international, exilée pourtant à 3000 km à la suite d'une défaite, un territoire, une police, une reconnaissance internationale, des sommes fabuleuses venant de tous les Etats de la planète avec pour seule demande de bien vouloir reconnaître son existence et sa légitimité, ce qu'elle n'a toujours pas fait. *Ce qu'elle n'a toujours pas fait.*

### Un « processus » piégé

Et pourquoi le ferait-elle ? En effet, Israël s'est assigné de lui-même, à la position dominée dans ce rapport profondément pervers et irréaliste. Il est l'accusé de principe, l'obstacle congénital au « processus ». Pour avoir tout donné dès le départ, Israël ne peut que donner de plus en plus et sans fin.

Le processus d'Oslo et ses maîtres chanteurs qui manient sans arrêt la menace d'exclusion, d'indignité morale et de bannissement pour ceux qui ne pensent pas comme eux, ont installé pour les Juifs une morale sacrificielle, une psychologie débiliteuse qui exige du peuple juif de s'excuser sans cesse d'exister et de payer jusqu'à plus soif le droit d'exister dans l'humanité. Le « sésame ouvre-toi » de l'intervention des Juifs dans le débat public dépend désormais du hara-kiri en public qu'ils sont appelés à faire, toujours en se retournant contre eux-mêmes, ou, plutôt, égocentrisme oblige, contre une autre partie du monde juif.

Ce n'est pas un hasard que les concepteurs d'Oslo aient réservé pour la fin de leur « processus » la question de Jérusalem, qualifiée de question la plus importante. Remarquons l'aberration rationnelle qui veut qu'on laisse la solution du problème clef pour la fin. Mais est-ce une aberration ? Tout a été fait pour qu'un état de faits soit créé qui enchaîne Israël à une « solution » déjà programmée, en fait dès le départ : Jérusalem marquant le sommet du renoncement permanent. Là où la tradition juive avance que se produisit le non-sacrifice d'Isaac, Israël se sacrifiera sur l'autel de la « paix ».

Et c'est ce qu'ont bien compris les Palestiniens qui ont fait de leur exigence sur Jérusalem – j'y reviendrai dans le détail – un roc inébranlable sur lequel se brisera tout arrangement possible, « de la faute d'Israël ». On y touche en effet au Saint des saints de l'existence d'un peuple juif depuis 30 siècles et au principe de la souveraineté telle que le sionisme l'a pensée, qui tire son nom de la colline de Sion, nom poétique et biblique de Jérusalem. Lui porter un coup, c'est donner le signal d'un effet en retour qui gagnera cette fois-ci l'Etat d'Israël dans son essence et sa réalité concrète, sécuritaire, sans compter le peuple juif pour qui l'horizon de Jérusalem a toujours été la clef de voute de sa dispersion et de son espérance. Les Palestiniens attendent ainsi patiemment, sûrs de la bombe à retardement placée dans le « processus d'Oslo » et dont ils sont sûrs

qu'elle pulvérisera Israël, au faite de 20 ans de condamnations pseudo-morales, d'exclusions pseudo-juridiques et de bannissement, ce qu'ils sont en passe d'obtenir avec la campagne de boycott, téléguidée depuis Ramallah.

Car le « processus » n'existe pas sans son côté spectaculaire qui occupe les scènes de l'Occident et dont les protagonistes sont les nations occidentales, enjeu de ce « boycott ». C'est de les instrumentaliser que les Palestiniens tirent leur force et leur conviction, en jouant sur toute la gamme de leurs rapports troubles avec la chose juive, de leur culpabilité ambiguë à la suite de la Shoa. Tout le monde a vu la frénésie des chefs de l'Occident à faire partie de la scène « historique » de signature sur la pelouse ou le perron de quelque palais présidentiel. La « signature » dans ce monde du spectacle télévisé consacra non pas des accords définitifs, comme il se devait, mais un début de négociations. On mit, là aussi de façon aberrante, la charrue avant les bœufs. Cette scène théâtrale a instillé dans les esprits l'idée que la paix était là alors qu'une guerre impitoyable et perverse allait faire rage et dès le lendemain avec la vague de terreur lancée par Arafat dès qu'il fut à Ramallah. Le théâtre cachait le réel.

C'est ce qui a laissé dans la sidération la majeure partie du public et avant tout les Israéliens en les empêchant de voir concrètement ce qui se passait dans les faits. Cette sidération continue à ce jour même et c'est ce qui explique pourquoi on parle encore de « processus de paix » comme dans le roman d'Orwell, 1984, « la guerre, c'est la paix », interdisant ainsi les mots mêmes qui permettraient de nommer le vécu et donc de le maîtriser. C'est ce qui explique aussi pourquoi soulever ces questions occasionne un déferlement de violence morale et de censure effective. Il ne faut surtout pas dire que cette « paix » engendre des guerres, jusqu'à la déflagration ultime qu'Israël abordera dans la faiblesse, sans doute à propos de Jérusalem, « une pierre lourde à soulever pour tous les peuples » comme nous prévient depuis les temps bibliques le prophète Zacharie.

### **Le bellicisme palestinien**

Le processus d'Oslo partait d'une appréciation erronée de la réalité, à savoir :

- 1) L'existence d'une volonté de paix des Palestiniens
- 2) Le fait que la nature du conflit oppose deux nations sur des motifs nationaux modernes et non religieux.
- 3) Le fait que la Oumma islamique n'est pas un acteur déterminant de ce conflit.
- 4) Le fait que dans la mondialisation, les territoires n'ont plus d'importance.

Or, l'histoire des 20 dernières années, depuis Oslo, a infirmé ces hypothèses :

- 1) Il n'y a pas de volonté de paix des Palestiniens, ce dont témoignent leur TV, leur presse, leurs hommes politiques dans leurs déclarations courantes à des-

mination de leur société. Ils démontrent à ce propos une maestria remarquable dans la manipulation du discours et de l'imaginaire occidentaux.

2) Le conflit est fondamentalement religieux. La forme nationale fut le résultat d'une stratégie de communication et d'action politique adoptée par l'OLP, après les « 3 Non » de Khartoum en septembre 1967 (pas de paix, pas de reconnaissance, pas de négociation, affirmation des droits palestiniens). Cette stratégie est connue sous le nom de « plan par étapes ».

3) La dimension islamique de la question de Jérusalem, confirmée par Arafat lui-même, est majeure.

4) Les attaques du Hezbollah et du Hamas ont prouvé que même 5 kms comptent face à l'ennemi.

### « Deux Etats pour deux peuples » : un suicide sans la paix

Sans cette volonté de paix, il n'y a pas en effet de place pour « deux Etats pour deux peuples » selon le slogan en usage, sur un si petit territoire, plaçant la conurbation de Tel Aviv, l'aéroport de Ben Gourion, sans compter les quartiers de Jérusalem sous la portée de la moindre Katioucha. « Deux Etats pour deux peuples », dans ce cas-là, ne serait qu'un suicide pour l'Etat d'Israël et le leadership juif et israélien ferait mieux de réfléchir à deux fois avant de promouvoir ce slogan très distingué mais inconsidéré et dont la portée sur le plan du réalisme le plus immédiat a pour effet d'ostraciser gravement Israël.

Conférer un Etat à l'OLP et/ou au Hamas dans la circonstance présente, c'est exposer Israël à une guerre sauvage et totale absolument inéluctable, déjà programmées qu'il abordera avec une vulnérabilité absolue. Je ne vois pas pourquoi, au nom de quelle morale et de quel judaïsme, cette position serait fondée. Par contre, une immense pression internationale est à l'œuvre, à laquelle l'Etat d'Israël aura du mal à résister et qui pourrait le plonger dans une impasse catastrophique s'il venait à lui céder. La menace de déclarer l'indépendance palestinienne dans les frontières de 1967, si elle remporte l'adhésion de l'Union européenne et d'une majorité d'Etats, sera l'apothéose de ce schéma tragique qui ferait d'Israël, au prix d'un dévoiement du droit international, un contrevenant international sur tous les territoires d'après 1967, exposé aux jugements d'un quelconque tribunal international. On atteindrait alors le sommet de l'indignité pour l'Europe : l'héritage de Nuremberg retourné contre le peuple juif.

### L'antécédent éclairant de 2001

Nous avons un antécédent, justement à propos de Jérusalem, qui nous a donné l'occasion d'éprouver la volonté de paix des Palestiniens. Il s'agit du sommet de Camp David, en juillet 2000, où, pour la première fois, Israël, en la personne

de son premier ministre d'alors, Ehoud Barak, a montré une disposition à rediviser la ville, une disposition qui se serait avérée désastreuse si elle n'avait échoué du fait d'Arafat et qui a fait sortir dans la rue, le 8 janvier 2001, 400 000 manifestants israéliens avec à leur tête le président de la Conférence des présidents des organisations juives américaines, Ronald Lauder, tandis que tous les responsables israéliens de la sécurité mettaient en garde contre le désastre sécuritaire que cela représenterait.

Le Plan Clinton qui avait été mis sur la table proposait, en effet, la redivision de la ville : les zones arabes, y compris la Vieille ville, partant sous souveraineté palestinienne, les zones juives restant sous souveraineté israélienne, un partage favorable aux Palestiniens qui obtenaient les faubourgs proches de la ville. Le Mont du Temple était dévolu aux Palestiniens et le Mur aux Israéliens, à condition qu'ils s'engagent à ne pas pratiquer de recherche archéologique. Jérusalem sous double souveraineté n'aurait pas été divisée dans la pratique, ce qui aurait ouvert la porte d'Israël à tous les Palestiniens des Territoires attirés par le niveau de vie économique d'Israël.

Le plus important de cet événement fut cependant la réaction palestinienne qui nous offre en laboratoire le déroulé des événements qui suivront toute acceptation par Israël de rediviser Jérusalem. Ce serait là le maximum qu'il pourrait « offrir » (n'oublions pas que les Palestiniens sont des agresseurs vaincus !) car il renoncerait à l'unité de la ville qui est sa capitale.

De ce point de vue, il faut tout de même rappeler le critère de référence de toute cette histoire : il n'y a jamais eu d'Etat palestinien dans l'histoire, ce pays ne fut jamais une entité politique arabe et Jérusalem ne fut jamais une arabe capitale. La Palestine comme entité politique est une invention récente, datant du mandat britannique, et les Palestiniens ont refusé durant un siècle tout partage tandis qu'entre-temps un Etat arabe s'est constitué sur une partie de la Palestine du mandat britannique, la Jordanie, qui, en 1948, s'était emparée d'une partie de Jérusalem qu'elle avait annexée jusqu'à sa déclaration de guerre à Israël en 1967. C'est uniquement en vertu de cette négociation (« les Accords d'Oslo ») avec Israël que les Arabes de la Palestine mandataire doivent recevoir un deuxième Etat arabe et une deuxième capitale. Rappelons que dans la résolution de l'ONU 181 (II) de novembre 1947, il est question de 2 Etats en Palestine : juif et arabe. L'expression « Etat juif » y revient 27 fois<sup>1</sup>.

Il y avait donc là, en 2001, une concession majeure d'Israël, le plus qu'il pouvait donner pour rester en accord minimal avec sa raison d'être. La réaction palestinienne d'alors nous donne une simulation de ce que sera le lendemain d'une démission d'Israël sur Jérusalem.

## Le syndrome de l'après « paix »

### La guerre sainte

La « guerre sainte », *djihad*, fut proclamée dès l'échec des négociations comme nous le révèle les témoignages de l'entourage d'Arafat. Il fut le deuxième après son ancêtre Hadj Amine El Hussein, le mufti de Jérusalem et dignitaire nazi, à instrumentaliser les mosquées pour des finalités nationalistes. Il universalisait ainsi le conflit et pas seulement à l'ensemble du monde musulman mais aussi à toute la planète, à travers la diaspora islamique<sup>2</sup> et au moment où le *djihad* mondial menaçait de très nombreux pays. Arafat justifia son refus sous le prétexte que Jérusalem n'était pas seulement une ville palestinienne mais aussi chrétienne et qu'il devait consulter les sunnites, les shiites, tous les pays arabes avant de prendre sa décision.

La guerre sainte se traduisit immédiatement par la violation et la désécration des lieux saints juifs.

1) Le 29 septembre 2000 : le mur occidental devient la cible d'une lapidation depuis les mosquées, à la veille de Rosh Hashana. Les fidèles juifs durent être évacués. Le cheikh de la mosquée Al Adrisi incita les foules palestiniennes à la violence en déclarant les Juifs « au sommet de la liste des ennemis de l'islam ». « Les musulmans sont prêts à sacrifier leur vie et leur sang pour protéger la nature islamique de Jérusalem et Al Aksa », tel fut le motto d'une autorité religieuse qui n'avait aucune autonomie par rapport à Arafat.

2) Le 7 octobre 2000, la tombe de Joseph à Naplouse sous le feu fut saccagée puis brûlée après qu'Israël l'a évacuée.

3) La tombe de Rachel, près de Betléem, se retrouva sous le feu de snippers

4) Le 12 octobre 2000, la synagogue *Shalom Al Israel* de Jéricho fut attaquée et saccagée. Nombre de ses livres anciens et reliques furent brûlés en public

5) L'Autorité refusa de reconnaître le lien des Juifs au Mont du Temple, à Jérusalem et à d'autres sites religieux. C'est une politique tout à fait planifiée qui s'exprime alors. En mars 2001, en construisant deux immenses mosquées souterraines sur le mont du Temple, le Wakf se rend responsable d'un saccage des vestiges juifs sur le Mont du Temple. Les inspecteurs du département de l'archéologie israéliens avaient été expulsés. 13000 tonnes de terre rassemblant des vestiges du premier et du deuxième temples furent jetés à la poubelle. On ne peut comparer un tel fait, une véritable agression religieuse et culturelle qui touche à l'âme d'une nation, qu'à la destruction par les Talibans des Bouddhas de la vallée du Bamian en Afghanistan, en 2001.

### La sécurité

La guerre sainte donna aussi l'occasion de voir combien tous les accords sécu-

ritaires n'étaient que chiffons de papier, s'il ne s'accompagnait pas de prise de gage sur le terrain. Elle fut lancée après qu'un policier palestinien d'une patrouille conjointe avait assassiné son collègue israélien. Elle montra la vulnérabilité d'Israël qui est une société ouverte face à menace sécuritaire : 600 attentats à Jérusalem seulement, la vie de la ville entièrement paralysée sous les tirs à chaque coin de rue, le quartier de Gilo sous la visée des milices du Fatah-Tanzim de Beit Jala, territoire de Bethleem qui venait d'être transmis à l'Autorité Palestinienne.

### La surenchère des revendications

Plus que la défaillance sécuritaire, les accords d'Oslo ont méconnu systématiquement la volonté impériale des Palestiniens forts de se croire l'avant garde de la *oumma* alors qu'ils sont tenus pour un peuple victime et persécuté. Sur Jérusalem, la rupture de la négociation avec Arafat a justement donné à mesurer l'ampleur des ambitions territoriales palestiniennes.

Arafat demanda l'application de la Résolution 242, dans son interprétation arabe, c'est à dire le retrait de tous les territoires jusqu'aux frontières de 1967. Concernant les lieux saints, les Palestiniens revendiquèrent non seulement le Saint Sépulcre, les mosquées du Mont du Temple mais aussi le quartier arménien et le Mur des Lamentations, ce dernier en se fondant sur un décret britannique de 1929 selon lequel il s'agit du « mur de Al Bourak » (la jument ailée de Mohamed) ayant statut de wakf islamique. Par ce décret, les Juifs reçurent alors le droit d'y prier à condition qu'ils n'y sonnent pas du shoffar. Arafat proposa de donner accès aux Juifs à travers un corridor. Ce que confirma Ziad Abou Ziad, membre du Conseil Législatif palestinien. Le Sheikh Ikrima Sabri de la mosquée El Aksa déclara lui aussi que les juifs n'obtiendraient que l'accès au Mur pour y prier. Hassan Asfour, un des plus importants négociateurs palestiniens résuma bien le point de vue palestinien : « pour ce qui est du mur d'Al Bourak – que les Juifs appellent le Mur des lamentations – nous avons dit aux Israéliens que nous ne nous opposons pas au culte des Juifs. Mais les Israéliens doivent réaliser que c'est une concession palestinienne ; ils ne doivent pas voir cela comme un droit ; c'est ainsi parce que l'accord anglo-juif de 1929 a donné aux Juifs le droit de culte en se fondant sur le fait que le mur de Al Bourak est un wakf islamique ». Mahmoud Abbas déclara à cette occasion : « nous acceptons qu'ils puissent prier sans que nous reconnaissons une souveraineté israélienne sur le mont ». Il revendiqua une souveraineté exclusivement palestinienne sur le Mont du Temple.

Il n'y eut pas que la Vieille ville ou « Jérusalem-Est » dans son entièreté que les Palestiniens revendiquèrent. Le dévolu s'avéra jeté aussi sur la ville juive à

l'Ouest ! Cette fois ci ce fut le cri du cœur de la société civile palestinienne. Selon un sondage de novembre 2000, après Camp David, à la question de savoir si ils acceptaient la souveraineté israélienne sur la ville Ouest : 74,3% répondent non, 21% oui et 4,6% restent incertains. L'hypothèse d'un échange de territoires pour les faubourgs juifs à l'Est ne leur est envisageable qu'avec des territoires à Jérusalem Ouest, d'avant 1948. Rashid Khalidi, un universitaire palestinien, déclare ainsi, le 25 juin 1992 : « nous devons demander un droit de compensation pour les propriétés à Jérusalem Ouest, incluant la propriété privée et la propriété publique, et après compensation seulement reconnaître la propriété israélienne ». Dans la même foulée, il affirme que 46% des terres de Jérusalem Ouest sont propriété palestinienne.

### Un précédent qui vaut comme mise en garde

Ce précédent accablant nous donne la mesure de ce que seraient les lendemains d'une redivision de Jérusalem dans la situation présente. Elle donnera lieu à une attaque encore plus virulente et vigoureuse sur le territoire restant de l'Etat d'Israël, tenu toujours pour occupé par les Palestiniens. C'est ce qu'ils se réservent de faire de façon patente en ne renonçant pas à un pseudo « droit »<sup>3</sup> au retour de pseudo-réfugiés (comme si le statut de réfugié était héréditaire et permanent) ou en refusant de reconnaître la légitimité de l'Etat juif, c'est à dire du caractère national juif de l'Etat, alors qu'il est bien clair dans leur projet de constitution que la Palestine serait un Etat non seulement arabe, mais encore islamique avec la Sharia pour principe du droit<sup>4</sup> et alors que Mahmoud Abbas déclare *urbi et orbi* qu'il ne devra y avoir aucun Juif dans son Etat alors qu'il exige lui même<sup>5</sup> l'entrée de millions de « réfugiés » palestiniens en Israël, en plus des 20% de la minorité arabe citoyenne dont l'idéologie irrédentiste et islamiste est patente<sup>6</sup> et sera sûrement le lieu de la bombe à retardement de l'après paix.

La politique palestinienne s'inscrit dans une stratégie globale, celle du « plan par étapes »<sup>7</sup>, un changement de stratégie de l'OLP qui date de 1974, réaffirmée par de nombreuses personnalités palestiniennes de ces années-là. L'une d'elles, Yasser Abed Rabbo reconnu qu'il y avait une différence entre les buts stratégiques du peuple palestinien (toute la Palestine, du Jourdain à la mer) et ses buts tactiques qui devaient tenir compte des rapports de force circonstanciels<sup>8</sup>. Nabil Shaath, responsable palestinien de premier plan, dans un discours fait à Naplouse en janvier 1996, déclarait "Nous avons décidé de libérer notre patrie par étapes. Si Israël continue, alors, pas de problème... Si Israël dit "assez", lorsque cela arrivera... nous aurons de nouveau recours à la violence. Mais cette fois ce sera avec 30 000 soldats palestiniens armés et à partir d'une terre".

Fayçal Husseini, un homme célèbre par les médias pour sa « modération », déclarait, quant à lui, un mois avant sa mort, au journal égyptien nassériste *Al Arabi* (du 2 juillet 2001), que les accords d'Oslo étaient « un cheval de Troie », destiné à pourvoir les Palestiniens d'une base territoriale pour conduire une guérilla permanente qui finirait avec la création d'un Etat palestinien sur les ruines d'Israël. C'est bien ce qui s'est produit dès la constitution de l'Autorité palestinienne avec la vague d'attentats qui a suivi, et au lendemain du retrait de Gaza, avec les milliers de roquettes lancées sur Israël. C'est ce qui s'est passé après qu'Ehoud Barak ait fait la proposition la plus avancée d'Israël : la deuxième « Intifada ».

Si Israël accepte la division de Jérusalem, non seulement, il cèdera sur un symbole qui représente la clef de l'architecture d'une continuité juive de 30 siècles et ouvrira la porte à une décomposition identitaire qui mettra en danger l'ensemble du peuple juif et du judaïsme, mais encore il perdra tout accès aux lieux saints<sup>9</sup> et s'exposera à une attaque encore plus virulente car ses ennemis, sur la foi d'une victoire symbolique aussi grande, penseront qu'ils peuvent sonner l'hallali.

Comment se prêter à ce marché de dupes ? On ne peut qu'être fasciné de voir qu'une partie de l'opinion a choisi d'être aveugle à tout cela. En l'état actuel, les Israéliens n'obtiendront pas la paix ni même une accalmie mais une guerre encore plus violente dans laquelle le combat se livrera à chaque coin de rue, dans le désintérêt cynique de l'Occident après qu'il l'ait poussé dans une telle impasse. Il y a là un problème de psychologie collective<sup>10</sup>, pas seulement dans le monde juif mais aussi en Occident et notamment en Europe<sup>11</sup>, qui a à voir avec la définition de soi, l'amour de soi sans lequel on ne peut supporter le regard des autres et la capacité de relever les défis qu'ils vous lancent aussi.

## notes

1. Cf. Menahem Macina, « L'expression « Etat juif » dans le droit international », in *Controverses*, n°16, mars 2011.
2. Que vérifient les centaines d'agressions antijuives en France au lendemain de « l'intifada ».
3. Ce n'est nullement un droit comme le prouve une décision de justice du tribunal européen à l'encontre de la Turquie contre un réfugié chypriote grec qui réclamait de rentrer en possession de ses biens dans la partie de l'île occupée par l'armée turque. Cf. Jacques Amar, « Le droit au retour des Palestiniens n'est pas un droit de l'homme », in *Controverses* n°16, mars 2011.
4. Cf. Shmuel Trigano, « Le racisme annoncé du futur Etat de Palestine » in *Controverses* n° 16, Mars 2011.

5. Idem, pour les citations.
6. Cf. Pascale Zonszain, « Le tournant politique des Arabes israéliens », *Controverses* n° 7, Février 2008. Téléchargeable : <http://www.controverses.fr/pdf/n7/zonszain7.pdf>
7. Une ruse de guerre de l'OLP qui s'inscrivait dans une stratégie graduelle visant à la destruction de l'État d'Israël et alternant périodes de trêve et de guerre, selon les règles les plus classiques de la « guerre populaire » que les Palestiniens ont apprises, dans les années 1970-1980, auprès des Soviétiques, des Chinois, des Vietnamiens et des Algériens. Un géostratège, Joël Fishman, rappelle à ce propos la définition qu'en donne Stefan T. Possony : « *Un conflit politique avec des opérations militaires comme forces d'appoint.* » C'est ainsi qu'il faut comprendre le « processus d'Oslo » côté palestinien, comme une étape, dans une guerre destinée à être longue.
8. Cf. Éphraïm Karsh et Joël Fishman, *La guerre d'Oslo*, (Editions de Passy) téléchargeable sur le site de Controverses.fr (download) : <http://www.controverses.fr/Publications/fishman.htm>
9. Un état musulman ne peut être le gardien des lieux saints. L'exemple de l'occupation jordanienne avant 1967 en est une bonne illustration. L'accord d'armistice de 1949 avec Israël assurait aux Juifs et pas seulement aux Israéliens, l'accès aux lieux saints (art 8). Non seulement il ne fut pas respecté mais la Jordanie se livra à de graves déprédations des Lieux saints (abandon du quartier juif, arabisation de la ville, destruction de 58 synagogues, le reste devenu latrines et poulaillers, destruction de 50 000 pierres tombales du cimetière du Mont des Oliviers reconverties en latrines et pavement de rues, le Mont du Temps transformé en campement militaire de la garde nationale). Une semblable pression était faite sur les chrétiens obligeant les membres du clergé à adopter la nationalité jordanienne, limitant (loi de 1965) l'acquisition des terres pour les institutions religieuses, obligeant les écoles (loi de 1966) à fermer le vendredi et limitant l'accès à l'éducation chrétienne.
10. Cf. S. Trigano, « La fin de la démission. Pour une réforme morale du monde juif », in *Controverses*, n°15, novembre 2010.
11. Cf. « L'Europe amie d'Israël ? », dossier de *Controverses* n° 16, mars 2011. Cf. « S. Trigano « L'Europe contre Israël ? ». <http://www.controverses.fr/pdf/n16/edito16.pdf>